

## **Conseil exécutif de l'ACEP**

### **Compte rendu de la réunion extraordinaire du 4 avril 2008 Bureau national de l'ACEP Salle de conférence 15 h**

**Présences :** J. Aggrey (présidence), J-R. Benoit, C. Card, G. Dussault, M. Holyk (téléconférence), M. Korol, C. Lakaski, R. McVicar, L. Perrin, A. Sipos, C. Therrien (téléconférence), C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

**Absences justifiées :** A. Picotte, S. Spak, S. Spano, M. Zinck.

La réunion a été convoquée à la demande de G. Dussault, M. Holyk, C. Lakaski et A. Sipos, conformément au paragraphe 2.5 des Règlements.

J. Aggrey demande à G. Dussault d'énoncer l'ordre du jour de la réunion.

G. Dussault présente l'ordre du jour suivant :

1. Ralentissement des procédures judiciaires dans l'affaire des pensions
2. Suivi sur la façon de procéder à l'avenir dans l'affaire des pensions

**Résolution :** Il est proposé par A. Sipos et appuyé par M. Holyk que le vote se fasse par appel nominal sur toutes les questions. Personne ne soulevant d'objection, il est donc **convenu** de voter par appel nominal.

Une longue discussion a lieu à savoir si la réunion peut suivre les règles de procédure. On se demande si le premier point à l'ordre du jour n'est pas une reconsidération d'une décision antérieure du CEN au sujet de l'appel dans l'affaire des pensions.

**Résolution :** Il est proposé par M. Holyk et appuyé par G. Dussault que, étant donné que nous avons reçu des informations additionnelles sur l'enjeu des pensions, ce qui nous donne du temps pour réfléchir, et que nous désirons avant tout protéger les intérêts de nos membres, le président donne instruction au conseiller juridique de reporter les procédures judiciaires au sujet des pensions jusqu'à ce que le CEN soit persuadé que les dirigeants des sections locales ont examiné l'affaire à fond.

J. Aggrey demande à G. Dussault de le conseiller sur le premier point à l'ordre du jour.

G. Dussault explique qu'il veut que le CEN reporte ou suspende temporairement les instructions à nos services juridiques de retirer notre nom de l'appel.

La discussion se poursuit à savoir si ce point ne constitue pas en réalité la reconsidération d'une résolution adoptée à la réunion du CEN du 30 janvier 2008.

M. Holyk rappelle au président qu'une résolution est à l'étude.

C. Card invoque le règlement. Il s'agit ici de la reconsidération d'une décision antérieure du CEN. Les règles de procédure exigent un vote à majorité des 2/3 pour qu'une décision antérieure du CEN soit reconsidérée.

L. Perrin mentionne qu'il était absent lors de la réunion à laquelle la question des pensions a été abordée et demande s'il existe une façon pour le CEN de faire un suivi de sa décision antérieure.

M. Holyk demande au président quel est le statut de sa résolution.

J. Aggrey affirme qu'il l'avait déclarée irrecevable.

M. Holyk dit qu'elle n'a pas entendu la décision du président et qu'elle la conteste.

J. Aggrey affirme que « si un point ici aujourd'hui concerne la résolution sur la décision au sujet des pensions, nous enfreignons alors les règles de procédure ».

G. Dussault mentionne qu'il veut simplement que le CEN ralentisse le processus dans lequel nous sommes engagés dans l'affaire des pensions tout en maintenant la décision du CEN à ce sujet.

M. Holyk affirme également que sa résolution ne vise pas à reconsidérer la décision du CEN mais à retarder le retrait de notre nom de l'appel.

M. Holyk mentionne de nouveau que la décision du président a été contestée et demande si celle-ci ne devrait pas faire l'objet d'un vote.

**Résolution :** Il est proposé par L. Perrin et appuyé par G. Dussault que, étant donné que la décision précédente a été prise hâtivement, les procédures soient suspendues jusqu'à ce que la résolution du 30 janvier 2008 soit reconsidérée après une étude approfondie de la question.

G. Dussault demande le vote par appel nominal.

Pour : A. Sipos, G. Dussault, C. Lakaksi, L. Perrin, M. Holyk et C. Therrien.

Contre : C. Card, J.-R. Benoit, M. Korol, R. McVicar et J. Aggrey.

Abstention : aucune

D. Martin lit le résultat du vote par appel nominal : pour = 6, contre = 5, abstention = 0.

J. Aggrey déclare la résolution **rejetée** puisque la majorité des 2/3 n'a pas été obtenue.

G. Dussault demande à J. Aggrey d'obtenir un avis juridique à savoir si une majorité des 2/3 est requise pour rejeter la résolution ci-dessus.

A. Sipos demande de voir le libellé de la question avant qu'elle ne soit soumise au conseiller juridique. J. Aggrey **accepte** la demande.

La séance est levée à 16 h 55.